

Pour être juste, il faudrait exempter d'impôt les célibataires qui gagnent \$3,000, les gens mariés qui ont un revenu de \$5,000, et les enfants pour \$1,000 chacun.

En ce qui a trait aux allocations familiales, en 1945, elles étaient de \$5, \$6, \$7 et \$8 par mois, et la production nationale s'élevait à 11 milliards 400 millions de dollars. Les allocations sont restées presque au même taux, soit \$6 et \$8 par mois, alors que la production atteignait 51 milliards de dollars en 1965. N'aurions-nous pas pu trouver deux milliards de plus pour les enfants de moins de 16 ans, qui n'ont aucun pouvoir d'achat? Le montant de \$6 par mois, soit 20c. par jour, ne paie même pas une pinte de lait, ni les impôts inclus dans le coût de la vie courante de ces enfants.

Les pensions des vieillards ont été portées de \$40 à \$46, de \$55 à \$65, et de \$65 à \$75. La vie d'un enfant de moins de 16 ans coûte aussi cher que celle d'un vieillard.

Les ministres et les députés à Ottawa, qui sont les seuls responsables des lois et des montants alloués pour les allocations familiales, devraient, en premier lieu, relever ces allocations familiales et les ajuster au coût de la vie.

Au lieu de rire des familles avec des allocations de \$6 et \$8, on devrait donner des allocations convenables au lieu de les donner au compte-gouttes. Tous les autres secteurs ont été multipliés par 6, 8, 10 et 12. Les 6,700,000 enfants dans 2,800,000 familles auraient ainsi un pouvoir d'achat ajusté à l'évolution de l'économie depuis 1945, et les deux milliards injectés dans la consommation dans les provinces, les villes et les campagnes, serviraient à relancer l'économie, la production, l'industrie, le commerce, la construction, l'instruction, le travail et l'équilibre des paiements familiaux dans tout le Canada, sans distinction de race, de religion, de langue, de sexe ou de nationalité. Ce serait là faire preuve de sens logique à l'égard de nos familles et de nos enfants.

Le progrès désembauche, le système doit désembaucher. Augmenter l'argent pour acheter sans augmenter les prix. Les chiffres et les prix doivent correspondre. Pas de problème pour produire, mais des problèmes pour acheter. Les citoyens se privent, non par défaut de production, mais par défaut de chiffres.

Plusieurs députés, comme beaucoup de citoyens du Canada, seraient peut-être tentés de me demander à quoi servirait de mettre plus d'argent en circulation?

Mais demandez-vous donc à quoi servent les produits, sans argent en face? Cela ne sert qu'à faire des chômeurs, des privés, des découragés.

Avec le système financier actuel, impossible d'abaisser les prix sans nuire aux producteurs, et impossible de grossir les portemonnaie sans grossir les prix.

Si les ouvriers, par les grèves ou autrement, obtiennent des salaires supérieurs, ces hausses de salaires sont incluses dans les prix et les chiffres-prix augmentent. L'écart demeure entre les chiffres des prix et les chiffres de l'argent pour acheter.

Que faut-il faire? Il faut mettre les machines au travail et distribuer les dividendes aux hommes. C'est cela qu'il faut faire, monsieur le président.

Pourquoi donc demander d'autres productions, au lieu de demander de l'argent pour acheter les produits qui sont bel et bien là en abondance? Demander du travail pour acheter le fruit du travail déjà fourni, c'est s'obliger à gagner deux fois son pain pour pouvoir le manger une fois; demander des travaux publics sous le système financier actuel, c'est aussi demander une hausse du coût de la vie.

Il faut payer la production publique comme la production privée.

Le gouvernement nous fait payer les travaux publics en taxes; les ouvriers qui demandent des travaux publics veulent-ils plus de taxes, taxes qui pèsent déjà lourdement sur leur budget familial? Si certaines taxes ne sont pas payées par eux-mêmes, elles retombent sur le dos des contribuables dans les prix.

La solution serait dans la distribution de plus de pouvoir d'achat, mais sans charger l'industrie ni les contribuables; si l'on fait payer davantage l'industrie, elle hausse ses prix; si l'on fait payer davantage les contribuables, on diminue le pouvoir d'achat.

Ne voyez-vous pas aussi que le système financier actuel est la base de tous nos problèmes, de toutes nos difficultés, tant dans le domaine public que dans le domaine privé.

[Traduction]

**M. l'Orateur suppléant:** Le député d'York-Nord a la parole.

**L'hon. M. Sharp:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Comme je suis relativement nouveau venu à la Chambre, puis-je vous demander si, comme ministre des Finances, j'ai le droit de prendre la parole de nouveau sur la motion invitant la Chambre à se former en comité des voies et moyens? Comme je n'en suis pas tout à fait sûr, je ne voudrais pas enfreindre le Règlement ni faire quoi que ce soit d'irrégulier.

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre. Je pourrais peut-être reporter le ministre, au sujet de son droit de réplique, à l'article 37 du